

REPONSE D'ENGIE

CONSULTATION PUBLIQUE RELATIVE A LA TARIFICATION DES PRESTATIONS ANNEXES REALISEES A TITRE EXCLUSIF PAR LES GRD D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL

ENGIE remercie la CRE pour sa consultation sur la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les GRD. La plupart des évolutions proposées par la CRE résultent d'évolutions permises par le déploiement de compteurs à courbe de charge et/ou télé-opérés, visant à offrir de nouveaux services, tant aux utilisateurs finaux, qu'aux fournisseurs ou opérateurs de services.

D'une façon générale, ces nouvelles installations doivent apporter un réel bénéfice client. ENGIE considère que les prestations associées doivent refléter cette volonté de développement de services et permettre à l'ensemble des utilisateurs de bénéficier des innovations et progrès techniques ainsi que des réductions de coûts.

En ce sens, ENGIE propose que certaines de ces prestations soient fournies gratuitement, notamment celles relatives à l'installation des grilles de relève, à l'activation des courbes de charge et à leur transmission.

Q1 : Êtes-vous favorable à une tarification à 17,00 € des prestations susmentionnées lorsqu'elles sont réalisées par télé-opération ?

ENGIE y est favorable mais souhaite cependant qu'ENEDIS améliore nettement la qualité des télé-opérations en réduisant les taux d'échec. En effet, le coût présenté étant le reflet de la non-qualité, toute action corrective à coût raisonnable contribuerait à réduire le coût global de la prestation et aussi à améliorer la satisfaction client.

Q2 : Êtes-vous favorable à une facturation au tarif de 64,00 € de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA ?

ENGIE est favorable à un seul niveau de facturation de toutes les prestations de modification de puissance souscrite pour les points de connexion en BT > 36 kVA et HTA mais en distinguant intervention avec ou sans déplacement ; En effet, il nous paraît juste de conserver un tarif propre à l'intervention sans déplacement en lien avec les coûts liés aux échecs de la télé-opération dans la mesure où la télé-opération constitue le mode normal de fonctionnement du compteur. La modification de la puissance souscrite par télé-opération devrait entrer dans la tarification de 17 € proposée par la CRE sur les opérations réalisées par télé-opération pour les points de connexion en BT supérieure à 36 kVA et HTA.

Q3 : Êtes-vous favorable à la mise en place des prestations de transmission de données proposées ci-dessus ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE mais le tarif de 5 €/mois couvrant les coûts de télécommunication de la prestation de transmission quotidienne nous paraît très excessif. Ce coût devrait être différencié entre les compteurs à courbe de charge (supérieur à 250 kVA) et les compteurs à index dits « profilés » (inférieur à 250kVA). Pour les compteurs dont la puissance souscrite est supérieure à 250 kVA, nous demandons à ce que la prestation soit gratuite car elle n'induit pas de coûts supplémentaires pour ENEDIS.

La mise en place de ces prestations doit prévoir un accès simple pour un PDL individuel ou un ensemble de PDL (transmission en masse), de manière automatique, ponctuelle ou récurrente, pour l'utilisateur ou les tiers autorisés par l'utilisateur concerné.

Par ailleurs ENGIE préférerait que soit transmis sur chaque pas de temps convenu les volumes consommés plutôt que les index de relève qui supposent que les fournisseurs conduisent des calculs qui peuvent être source de difficulté en cas de rupture de chronique (e.g. changement de compteur...). ENGIE proposera au GTE l'examen de cette demande.

Q4 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation de la transmission récurrente de la courbe de charge ?

Pour les compteurs supérieur à 250 kVA, ENGIE demande à ce que la prestation soit gratuite car la relève des courbes de charge est déjà activée dans le cadre de la mission de comptage d'ENEDIS. Elle n'induit donc pas de coûts supplémentaires pour ENEDIS.

D'autre part, ENGIE s'interroge sur le sens qu'aurait l'installation de compteurs sophistiqués permettant la télétransmission si ce n'était pour créer un bénéfice client ? En l'occurrence, il s'agit de systématiser la possibilité pour un fournisseur de proposer des tarifs et des prestations qui épousent au plus près ses variations de consommation, sans surcoût d'activation pour l'utilisateur.

Si néanmoins la prestation était payante, les interventions sur le compteur ne devraient pas être facturées lorsqu'elles sont dues à un défaut incombant à ENEDIS ou à ses sous-traitants.

Q5 : Êtes-vous favorable à la tarification proposée pour la prestation d'activation d'un calendrier tarifaire spécifique au fournisseur ?

L'activation d'un calendrier spécifique au fournisseur est indispensable pour pouvoir proposer de nouvelles offres innovantes.

ENGIE ne souhaite pas que cette opération soit facturée spécifiquement, car les clients supporteraient des coûts supplémentaires qui dégraderaient l'intérêt d'une utilisation des nouveaux compteurs intelligents.

Si le coût d'activation du calendrier du fournisseur devait être facturé, il devrait alors intégrer l'activation de la CDC.

Q6 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une prestation de relève à pied ?

ENGIE est favorable à la mise en place d'une option spécifique de prestation de relève à pied dont le prix devra couvrir son coût effectif.

Q7 : Êtes-vous favorable à la facturation au tarif « sans déplacement » des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication ?

ENGIE est favorable à la gratuité des prestations impliquant un déplacement uniquement pour activation du dispositif de télécommunication afin d'inciter un déploiement le plus large possible de la télé-relève.

Q8 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour la prestation annuelle de décompte ?

ENGIE souhaite que les critères envisagés par la CRE pour permettre de conditionner la souscription de la prestation annuelle de décompte soient compatibles avec les objectifs de la transition énergétique tels que le développement de l'autoconsommation collective. ENGIE souhaite que la CRE organise une consultation publique sur le choix de ces critères dans la mesure où ils pourront limiter la possibilité de souscrire la prestation annuelle de décompte.

La somme des composantes TURPE de Gestion et de Comptage payée par l'hébergeur et les utilisateurs en décompte ne devrait pas être supérieure aux composantes de Gestion et de Comptage qui seraient payées au point de comptage s'il n'y avait pas d'utilisateur en décompte, les surcoûts de comptage et de gestion étant couverts selon ENGIE, par la prestation annuelle de décompte.

D'autre part, si la facture du TURPE est uniquement adressée à l'hébergeur, il incombe à ENEDIS de détailler la part du TURPE relevant de l'hébergeur de celle relevant de chaque utilisateur en décompte.

Q9 : Êtes-vous favorable à la mise en place des formules tarifaires envisagées par la CRE pour les pré-études concernant des projets d'infrastructure de recharge de véhicules électriques ?

ENGIE est favorable à la proposition, mais s'interroge sur l'intérêt financier qu'un aménageur aurait en ayant recours à une prestation optionnelle d'implantation optimisée pour le réseau ?

Q10 : Êtes-vous favorable à la mise en place de la prestation « Transmission de données à la maille d'un immeuble », dans les conditions décrites ci-dessus ?

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE. En complément, il conviendrait de prévoir l'accès à cette prestation à un tiers autorisé par le gestionnaire ou le propriétaire. Par ailleurs, la somme des consommations doit être dissociée par type d'énergie (électricité/gaz) et par horosaisonnalité si applicable.